

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 07 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30 mai 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **LIEBHERR-MINING EQUIPMENT SAS**

49 rue Frédéric Hartmann  
68000 Colmar

Références : 0006705447\_2024-05-30\_LIEBHERR\_mining\_VIIC\_échéances  
Code AIOT : 0006705447

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 mai 2024 dans l'établissement LIEBHERR-MINING EQUIPMENT SAS implanté 49 RUE FREDERIC HARTMANN 68000 COLMAR. L'inspection a été annoncée le 28 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIEBHERR-MINING EQUIPMENT SAS
- 49 RUE FREDERIC HARTMANN 68000 COLMAR
- Code AIOT : 0006705447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Liebherr Mining à Colmar, France, est une division de Liebherr spécialisée dans la conception et la production d'équipements de grande envergure pour l'industrie minière, tels que des pelles hydrauliques et des camions de transport. En matière d'ICPE, l'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 21 février 2020.

**Thèmes de l'inspection :** Suivi des échéances

**Installations contrôlées :** les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.

**Référentiel utilisé :** arrêté préfectoral du 21/02/2000

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Poteaux incendie associés aux 2 réserves d'eau couvrant le hall 3	Arrêté Préfectoral du 21/02/2020, article 8.2.13.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compteur de volume de prélèvement d'eau en nappe	Arrêté Préfectoral du 21/02/2020, article 4.2.2.2	Sans objet
2	Justification des débits des poteaux incendie couvrant le hall 2	Arrêté Préfectoral du 21/02/2020, article 8.2.13.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté la non-conformité suivante :

- absence de raccords tournants de diamètre 150 mm (DN 150) aux extrémités des systèmes d'aspiration équipant les 2 réserves souples de 180 m<sup>3</sup>.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Compteur de volume de prélèvement d'eau en nappe**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2020, article 4.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Compteur de volume de prélèvement d'eau en nappe
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection du 19 février 2021, l'Inspection avait constaté l'absence de compteurs permettant de porter mensuellement, dans un registre le volume d'eau prélevé dans la nappe. Ces faits avaient été caractérisés comme faits susceptibles de suites.</p> <p>Par courriel du 29 juillet 2021, l'exploitant avait justifié via une planche photographique, l'installation de compteurs volumétriques sur ses 2 puits « zone stockage » (compteur n° I21MK951418 Y) et « zone déchets » (compteur n° I21MK951419 Z).</p> <p>Suite à la présente visite, en complément, l'exploitant a transmis à l'Inspection un document photographique justifiant de l'installation d'un compteur volumétrique sur son puits « bâtiment administratif » (compteur n° I21MK947858 J).</p>

Au cours de la visite, l'Inspection a pu consulter l'outil de suivi des consommations du site et notamment le reporting des volumes prélevés en nappe dans les 3 puits. Il a été constaté que ce reporting horaire peut être totalisé par jour, mois ou année.

Lors de la visite sur site, l'Inspection s'est rendue au service maintenance et a pu consulter le relevé de l'index des consommations au 31 décembre 2023.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Justification des débits des poteaux incendie couvrant le hall 2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2020, article 8.2.13.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Justification des débits des poteaux incendie couvrant le hall 2

**Prescription contrôlée :**

« [...] Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir chacun un débit minimum de 60 mètres cubes par heure [...] »

**Constats :**

A l'occasion de la visite d'inspection du 19 février 2021, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier le débit de 60 m<sup>3</sup>/heure pour ses 2 poteaux incendie connectés à ses puits de pompage « zone déchet » et « zone stockage », les travaux de raccordement n'étant pas achevés. Ces faits avaient été caractérisés comme faits susceptibles de suites.

Par courriel du 29 juillet 2021, l'exploitant a informé l'Inspection de la finalisation de ces travaux de raccordement et à joint à sa correspondance le rapport (n° TRAV 26082/2021-A001) de vérification des débits, établi par la société « DID Sécurité » et justifiant de débits disponibles de 188 et 152 m<sup>3</sup>/h à 1 bar pour ces 2 puits.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Poteaux incendie associés aux 2 réserves d'eau couvrant le hall 3**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2020, article 8.2.13.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Poteaux incendie associés aux 2 réserves d'eau couvrant le hall 3

**Prescription contrôlée :**

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie [...], notamment: d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, de diamètre nominal 150 (DN 150) [...] »

**Constats :**

Au cours de la visite d'inspection du 19 février 2021, il avait été constaté l'absence de poteaux incendie équipés d'une alimentation hors-Gel, sur les 2 réserves souples de 180 m<sup>3</sup> couvrant le hall 3. Ces faits avaient été caractérisés comme faits susceptibles de suites.

Suite à cette visite et à un constat interne de non-conformité, ces réserves ont été démontées et remplacées par 2 bassins incendie.

Au cours de la présente visite, l'Inspection a inspecté par échantillonnage le bassin situé au nord du hall 3 et a constaté la présence de 2 cannes d'aspiration équipées d'isolants assurant, d'après les informations fournies par l'exploitant, la mise hors gel du dispositif. Ces éléments ont été confirmés par la transmission par l'exploitant du dossier des ouvrages exécutés relatif à l'installation de ces bassins.

L'Inspection a néanmoins constaté que les raccords tournants installés aux extrémités des systèmes d'aspiration étaient d'un diamètre nominal de 100 mm (DN 100) et non 150 mm (DN 150). Aux dires de l'exploitant, les mêmes raccords DN100 sont installés sur le second bassin incendie.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois